



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle
et de l'appui territorial
Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2025-~~12~~-30-0002

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

SOCIÉTÉ S.A.S. SEMATEC

Lieu-dit « Le roc » – 82300 – MONTEILS

portant modification des conditions d'exploiter

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

***Le Préfet de Tarn-et-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,***

VU le Code de l'environnement ;

VU l'article L.214-6 du Code de l'Environnement ;

VU le titre 1er du livre V de la partie réglementaire du Code de l'environnement, et en particulier son article R. 511-9 relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (suppression rubrique n°1432 remplacée par la rubrique n° 4734) ;

VU le décret n° 2015-1200 du 29 septembre 2015 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique n° 4734) ;

VU le décret n° 2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique n° 2517) ;

VU le décret n° 2018-900 du 22 octobre 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique n° 2515) ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de

puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4210 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2015 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, épis et remblais soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.1.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013106-0006 du 14 avril 2013 autorisant la société SAS SEMATEC à exploiter une carrière de sables et graviers alluvionnaires sur le territoire de la commune de MONTEILS ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014287-0006 du 14 octobre 2014 portant mise à jour du classement ICPE du site ;

VU le dossier de demande de modification des conditions d'exploitation déposé par courrier du 21 octobre 2024, complété les 5 septembre 2025 et 21 novembre 2025 ;

VU l'avis du service de l'Agence Régionale de Santé Occitanie – Délégation Départementale de Tarn-et-Garonne en date du 9 janvier 2025 ;

VU l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Tarn-et-Garonne – Groupement des services Opérationnels – Service Préparation Opérationnelle en date du 13 janvier 2025 ;

VU l'avis de la Direction Départementale des Territoires du 24 novembre 2025 ;

VU le rapport de la visite d'inspection du 29 avril 2025, en date du 28 mai 2025 ;

VU l'attestation sur l'honneur en date du 26 septembre 2025 certifiant que l'ouvrage de captage d'eau brute dans la Lère a été réalisé en 1987, utilisé et entretenu depuis cette date ;

VU le rapport de l'inspection en date du 08 décembre 2025 ;

VU le projet d'arrêté porté, le 9 décembre 2025 par courrier recommandé avec accusé de réception, à la connaissance du demandeur ;

VU la réponse du demandeur par courriel en date du 18 décembre 2025, mentionnant ses observations sur les prescriptions ;

CONSIDÉRANT que les modifications consistent à :

- actualiser la liste des installations autorisées (rubriques n° 1432, 2515 et 4734) et à ajouter la rubrique n° 4210-2 ;
- corriger l'erreur de plume relatif à la production maximale autorisée au titre de la rubrique n° 2510 de l'arrêté complémentaire du 14 octobre 2014,
- modifier le procédé de minage avec l'utilisation d'une émulsion en vrac fabriquée sur place ;

CONSIDÉRANT que l'ouvrage de captage et le prélèvement en eau sont antérieurs au 04 janvier 1992, date de mise œuvre de la Loi sur l'Eau, et qu'ainsi la reconnaissance de l'antériorité est recevable ;

CONSIDÉRANT que les modifications ne modifient pas l'étude d'impact transmise en 2013 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a actualisé son étude des dangers pour y faire apparaître l'utilisation d'explosif ou d'émulsion en vrac et joint la cartographie des zones d'effets pyrotechniques liées à la mise en œuvre de l'UMFE ;

CONSIDÉRANT que l'ensemble des effets irréversibles, létaux et létaux significatifs reste dans le périmètre ICPE de la carrière ;

CONSIDÉRANT que le projet ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, en particulier qu'il ne génère aucune situation de nature à amplifier les dangers vis-à-vis des tiers et des personnes déjà recensés par l'activité du site et qu'il n'accroît pas significativement les nuisances du site ;

CONSIDÉRANT que le projet de modifications susvisé ne constitue donc pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions contenues dans cet arrêté sont de nature à garantir la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur des projets de modifications ne rendent pas nécessaires la consultation des membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) ;

SUR proposition de madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de Tarn-et-Garonne ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1 : Exploitant

La société S.A.S. Sematec, dénommée ci-après l'exploitant, dont le siège social est situé 799 chemin des Dolmens - 82300 Monteils, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour de son installation de carrière à ciel ouvert de calcaires sise lieu-dit « Le Roc » sur le territoire de la commune de Monteils.

ARTICLE 2 : Article modifié

L'article n° 2 « Rubriques de classement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013106-0006 du 14 avril 2013 modifié susvisé est remplacé par l'article suivant :

« Article 2 : Rubriques de classement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA)

L'installation est visée par les rubriques de la nomenclature ICPE suivantes :

| Désignation de l'activité | Éléments caractéristiques | Rubrique | Seuil | Régime |
|--|--|-----------------|---------------------------|----------------|
| Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux | Production maximale annuelle de 350 000 t/an | 2510-1 | Sans | Autorisation |
| Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes | Puissance totale installée des machines fixes : 800 kW | 2515-1-a | P > 200 kW | Enregistrement |
| Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes | Superficie maximale des aires de transit : 29 000 m ² | 2517-1 | S > 10 000 m ² | Enregistrement |
| Produits explosifs (fabrication, chargement, encartouchage, conditionnement de, études et recherches, essais, montage, assemblage, mise en liaison électrique ou pyrotechnique de, ou travail mécanique sur) à l'exclusion de la fabrication industrielle par transformation chimique ou biologique. | La quantité totale de matière active susceptible d'être présente dans l'installation : 96 kg | 4210-2 b | ≤ 100 kg | Déclaration |

| | | | | |
|---|--|----------|------------------|---------------------------|
| 2. Fabrication d'explosif en unité mobile. | | | | |
| Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. | Capacité totale : 2 cuves aériennes de 40 m ³ (GNR et gazole) soit 65 tonnes | 4734-2 c | 50 t ≤ Q < 500 t | Déclaration avec contrôle |

La société exploite également des installations visées par les rubriques n° 1435 (50 m³ annuel), 2516 (volume de 500 m³ annuel) et 2930 (surface de 650 m²) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous les seuils de classement correspondant.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration ou autorisation au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement.

Les rubriques du tableau de l'article R. 214-1 (nomenclature loi sur l'eau dite IOTA) du Code de l'environnement concernées sont :

| Désignation de l'activité | Éléments caractéristiques | NOMENCLATURE | | Régime |
|---|--|---------------------|---|---------------|
| | | Rubrique | Seuil | |
| Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : | Volume total prélevé : 7000 m ³ / an | 1.1.2.0-2° | 10 000 m ³ ≤ V < 200 000 m ³ | Non classé |

| | | | | |
|---|--|------------|-----------|--------------|
| À l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils | 1 pompage d'une capacité de : 25 m³/h | 1.3.1.0-1° | ≥ 8 m³/h | Autorisation |
| Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet | Surface de la carrière ≈ 29,6537 ha | 2.1.5.0-1° | S > 20 ha | Autorisation |
| Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m | Enrochement en demi-cercle de 8 mètres | 3.1.2.0-2° | L < 100 m | Déclaration |

ARTICLE 3 : Article modifié

L'article 9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013106-0006 du 14 avril 2013 modifié susvisé est modifié et remplacé par l'article suivant :

« Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mise en place à la périphérie de cette zone.

Les eaux de ruissellement de l'aire de l'installation de traitement, des zones de stockage et de la plate-forme sont acheminées vers plusieurs bassins de décantation disposés en série. Le rejet du dernier bassin s'effectue par gravité vers la Lère.

Les eaux de ruissellement de la zone en exploitation sont collectées dans deux bassins de décantation situés en fond de fouille (Sud et Nord) et disposés en série. Ces eaux sont pompées et dirigées vers les bassins de décantation puis rejetées gravitairement vers la Lère (voir annexe 6 : Plan de circulation des eaux de ruissellement).

L'entretien du réseau de collecte des eaux pluviales (bassins de décantation...) doit être fait, de préférence et sauf cas de force majeure, en dehors de la période de reproduction des amphibiens (période de février à mai). Dans le cas où une telle opération devrait, malgré tout, être réalisée au cours de cette période, cette opération se fera sous le contrôle d'un écologue et l'exploitant devra prendre des mesures pour limiter la perturbation de ces espèces. »

ARTICLE 4 : Article modifié

Les paragraphes II- et III- de l'article 21-2-3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013106-0006 du 14 avril 2013 modifié susvisé sont modifiés et remplacés par les paragraphes suivants :

« II- L'émissaire du bassin de décantation terminal (rejet) est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

Le bassin de décantation situé en fond de fouille (Nord) est équipé d'un canal de mesure du débit ou d'un dispositif équivalent permettant de mesurer le débit.

III- Un seul rejet autorisé et visé au point II- s'effectue directement dans la Lère. »

ARTICLE 5 : Articles ajoutés

Après l'article n° 21-2-3 « Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage) de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013106-0006 du 14 avril 2013 modifié susvisé sont ajoutés les articles suivants :

« Article 21-3 : Dispositif de prélèvement

Article 21-3-1 : Localisation des prélèvements

En application de l'article R.214-53 du Code de l'Environnement, le prélèvement en eau est autorisé.

| Localisation | | Caractéristiques | |
|--------------|----------|------------------|--|
| Commune | Monteils | Milieu amont | LERE non réalimentée |
| Lieu-dit | Le Roc | Profondeur | — |
| Parcelle | 0B 0893 | Masse d'eau | FRFR194B – La Lère, de sa source au confluent du Cande |
| X_93 | 586290 | BDLISE code | — |
| Y_93 | 6342920 | BDLISA libellé | — |

Article 21-3-2 : Autorisation de prélèvement

| | |
|--|---|
| USAGE : abattement des poussières – nettoyage des installations | |
| Période de prélèvement | Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre |
| Débit instantané | 25 m ³ /h |
| Débit journalier | 40 m ³ /h |
| Volume | 7 000 m ³ |

Article 21-3-3 : Description du prélèvement

Le captage est réalisé dans le cours d'eau de la Lère non réalimentée, en rive gauche, sur la commune de Monteils – lieu-dit « Le Roc » – au droit de la parcelle section « 0B » n° 1169. Un enrochement en forme de demi-cercle, d'environ 8 mètres de long sur 5,60 mètres de large et 1,30 mètres de profondeur, assure sa protection en cas de montée des eaux.

Une canalisation, de 40 mètres de long et de diamètre 90 mm, achemine l'eau vers un bypass qui assure la distribution :

- d'une part vers le pont-bascule et jusqu'au rotolue, sur une distance de 90 mètres. Un piquage au niveau du pont-bascule dessert la rampe de sprinklers pour l'abattage des poussières du chemin d'accès sur une distance de 70 mètres,
- d'autre part vers la zone traitement du gravât à une distance de 190 mètres. Une vanne de sectionnement permet d'isoler ce tronçon.

À partir de cette dernière zone, une canalisation, réduite à un diamètre de 80 mm, dessert :

- d'une part une canalisation de diamètre 40 mm pour le traitement en zone Est, Nord et Ouest,
- d'autre part une canalisation de diamètre 25 mm pour le traitement en zone Est, Sud, Sud-Ouest et Ouest.

Chaque zone est dotée d'un ou plusieurs tapis de transport, terminés par des sprinklers.

Article 21-3-4 : Comptage de l'eau

Un compteur d'eau est positionné :

- pour le prélèvement dans le milieu naturel : au niveau du captage d'eau dans la Lère,
- pour le rejet dans le milieu naturel (un seul point de rejet):
 - au niveau du bassin de récupération des eaux de ruissellement de la carrière,
 - au niveau du bassin de décantation des eaux de ruissellement des chemins d'accès (pompe vers le bac laveur de roues).

Article 21-3-5 : Entretien des ouvrages

L'exploitant doit constamment entretenir en bon état et à ses frais exclusifs les terrains occupés ainsi que les ouvrages et installations qui doivent toujours être conformes aux conditions de l'autorisation.

Article 21-3-6 : Contrôle des installations

Le bénéficiaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la police, le mode de distribution et de partage des eaux.

Les agents de la direction départementale des territoires (DDT – Bureau Police de l'Eau) et de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) ont constamment libre accès aux installations autorisées.

Le bénéficiaire doit, sur leur réquisition, mettre les agents chargés des contrôles à même de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution du présent récépissé et doit leur fournir le personnel, les matériels et les appareils nécessaires.

Article 21-3-7 : Sanctions

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé entraîne l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du code de l'environnement. »

Article 21-4 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

La surveillance de la qualité des eaux souterraines est réalisée par un bureau d'étude spécialisé.

Article 21-4-1 : Dispositif de contrôle

L'exploitant procède à une étude Hydrogéologique préalable sous un délai de **9 mois** pour définir les emplacements de son réseau de piézomètres. Il transmet à l'inspection des installations classées une copie de cette étude dès réception.

L'exploitant met en place un réseau de suivi de la qualité des eaux souterraines sous un délai de **12 mois**. Ce réseau est constitué a minima de trois piézomètres (un en amont hydraulique et deux en aval hydraulique).

L'exploitant déclare ces ouvrages sur le site internet DUPLOS (Déclaration unifiée pour les ouvrages souterrains).

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les caractéristiques de chaque ouvrage (libellé, type d'ouvrage, position hydraulique, coordonnées géographiques (Lambert 93), etc) et une copie des récépissés de déclaration des ouvrages sur l'application (DUPLOS).

L'exploitant surveille et entretient les ouvrages, de manière à garantir l'efficacité, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages.

Tous les ouvrages (puits et piézomètres) sont conformes aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 susvisé.

Toute modification sur les ouvrages est préalablement portée à la connaissance du Préfet et réalisée après accord de l'inspection des installations classées.

En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

Article 21-4-2 : Suivi des eaux souterraines

Sur chacun des points susvisés, des prélèvements et analyses sont effectués dans les conditions définies ci-dessous :

| Paramètres | Codes Sandre | Unités | Fréquence |
|---------------------|---------------------|---------------|---|
| Hauteur d'eau | - | m NGF | Semestrielle une analyse en période de hautes eaux (mars à mai) et une en période de basses eaux (septembre à décembre) |
| Température | 1301 | °C | |
| pH | 1302 | pH | |
| MEST | 1305 | mg/l | |
| DCO | 1314 | mg/l | |
| Conductivité | 1798 | µS/cm | |
| Hydrocarbure totaux | 7009 | mg/l | |

Les prélèvements sont effectués en période de hautes eaux et en période de basses eaux par un organisme indépendant de l'exploitant. Les analyses des échantillons sont effectuées par un laboratoire agréé.

Les résultats des mesures et analyses susvisées sont télédéclarés directement sur Internet via l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto-surveillance Fréquente) consultable à l'adresse « <https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr/> »

À l'issue de chaque campagne, les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées, dès réception des rapports d'analyses. Ces résultats sont assortis :

- des hauteurs d'eau relevées dans chacun des points de surveillance ; ces hauteurs doivent être exprimées en valeurs relatives (profondeur) et absolues (niveau NGF) ;
- du sens d'écoulement de la nappe souterraine ;
- pour chacun des paramètres analysés, de l'indication de la norme en vigueur utilisée, qui doit être conforme à une norme EN, ISO ou NF ;
- pour chacun des points de surveillance et paramètres analysés, un graphique avec en abscisse le temps et en ordonnée le résultat des analyses successives.

Article 21-5 : Prescriptions générales

L'exploitant doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté ministériel de prescriptions générales relatifs à ces rubriques, à savoir :

| Rubriques | Date de l'arrêté ministériel de prescriptions générales |
|---------------------------------------|--|
| 1.1.2.0 – 1.2.1.0 – 1.2.2.0 – 1.3.1.0 | Arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ; |

| | |
|---------|--|
| 3.1.1.0 | Arrêté ministériel du 11 septembre 2015 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, épis et remblais soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.1.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement ; |
| 3.1.2.0 | Arrêté ministériel du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du Code de l'environnement ; |

ARTICLE 4 : Article modifié

L'article n° 14-3 « Abattage à l'explosif » de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013106-0006 du 14 avril 2013 modifié susvisé est remplacé par l'article suivant :

« I- Les produits explosifs sont mis en œuvre suivant un plan de tir définissant pour chaque catégorie de chantier :

- la position, l'orientation, la longueur et le diamètre des trous de mines (89 mm en mix traditionnel d'émulsion encartouché et nitrate fioul en vrac) ou (102 mm avec une émulsion fabriquée sur site à l'aide d'une UMFE)
- les conditions d'amorçage et la composition des charges d'explosif (42 kg maximum en mix traditionnel d'émulsion encartouché et nitrate fioul en vrac) ou (150 kg maximum avec une émulsion fabriquée sur site à l'aide d'une UMFE),
- les caractéristiques du bourrage lorsqu'il est exigé.

La quantité totale d'explosif mise en œuvre est de :

- 2 000 kg maximum en mix traditionnel d'émulsion encartouché et nitrate fioul en vrac,
- 3 000 kg maximum avec une émulsion fabriquée sur site à l'aide d'une UMFE.

Seul les UMFE listés dans le dossier de demande de modification des conditions d'exploitation sont autorisés à intervenir sur le site.

Les cas et les conditions dans lesquels le plan de tir peut-être modifié sont définis par l'exploitant.

L'exploitant doit être en mesure de communiquer, à tout instant, au service en charge de la Police des carrières, les plans de tirs des chantiers en activité ainsi que les comptes rendus de ratés, suite à découverte de produits explosifs. Ces comptes rendus précisent les opérations réalisées pour porter remède à ces incidents et les résultats obtenus.

II- L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.

III- Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables uniquement. L'exploitant est tenu d'informer les mairies de Septfonds et de Monteils, ainsi que les riverains les plus proches au moins 48 heures avant la réalisation des tirs de mines par tous moyens appropriés (télécopie, messagerie électronique, etc.).

ARTICLE 5 : Liste des annexes

La liste des annexes de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013106-0006 du 14 avril 2013 modifié susvisé est remplacée par la liste suivante :

« Annexes

Annexe 1 : Tableau récapitulatif des documents à fournir et des échéances

Annexe 2 : Plan de phasage de l'exploitation

Annexe 3 : Plan de remise en état après exploitation

Annexe 4 : Définition

Annexe 5 : Plan d'implantation de l'UMFE et zones d'effets pyrotechnique

Annexe 6 : Plan de circulation des eaux »

ARTICLE 6 : Annexe ajoutée

Après l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013106-0006 du 14 avril 2013 modifié susvisé sont ajoutés :

- l'annexe 5 : Plan d'implantation de l'UMFE et zones d'effets pyrotechnique,
- l'annexe 6 : Plan de circulation des eaux,

présentes dans l'annexe 1 du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 8 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, l'arrêté complémentaire est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Tarn-et- pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 9 : Notification - Exécution

L'arrêté est notifié à l'exploitant.

La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne.

Copie en est adressée :

- au maire de la commune d'implantation ;
- au Sous-Préfet de l'arrondissement compétent ;

À Montauban, le **30 DEC. 2025**

Le Préfet,

A stylized signature in blue ink, consisting of a large loop followed by a vertical line and a horizontal stroke.

Vincent ROBERTI

Délai et voies de recours

En application des dispositions inscrites au Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 Toulouse – Tél : 05.62.73.57.57) :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de Tarn-et-Garonne – 2 allée de l'Empereur – BP10779 – 82000 Montauban. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre en charge des installations classées – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92055 La Défense. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours (excepté le télérecours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

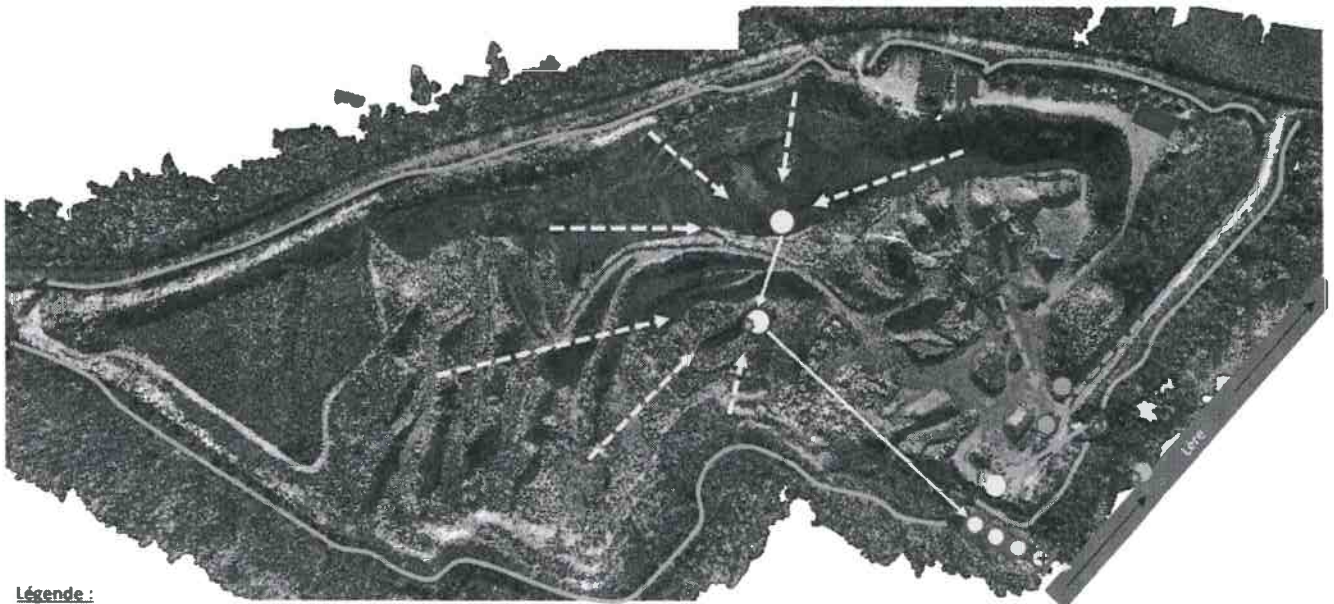
Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Annexe 6 : Plan de circulation des eaux

Plan de circulation des eaux Carrière du ROC

schéma 15/10/2005

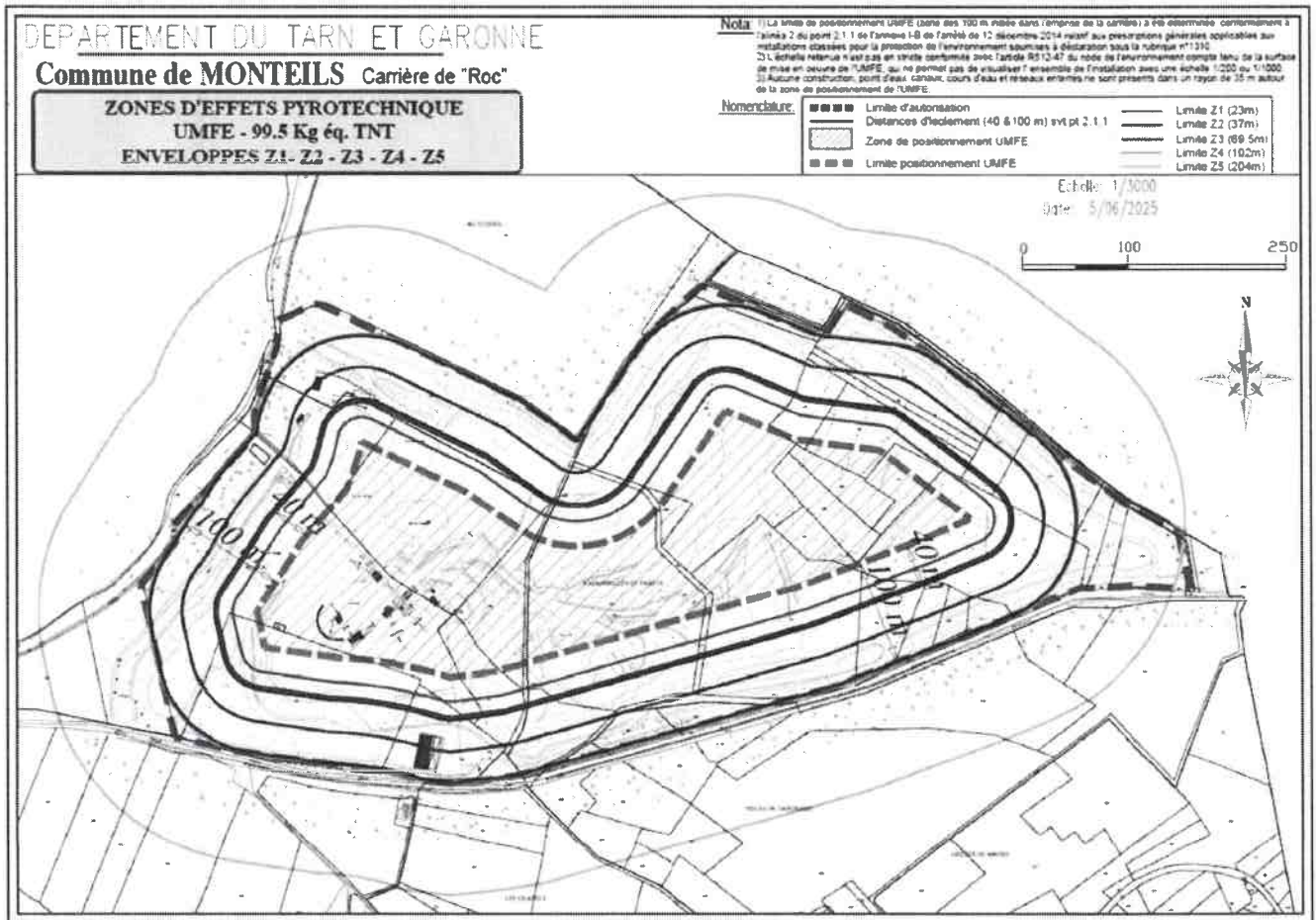


Légende :

| | | | | | |
|--|--|--|--|----------------|------------------|
| Eau de ruissellement de la carrière | Bassin de décantation avant rejet dans la Lère + pompe <small>(vers le bac de lavage des roues)</small> | Eaux vannes (fosse étanche) | Sprinklers | Compteur d'eau | Vanne guillotine |
| Bassin de récupération des eaux de ruissellement + pompes | Bassin de récupération des eaux de ruissellement du chemin d'accès | Séparateur hydrocarbure | Sens d'écoulement de la Lère | | |
| Merlon de dérivation des eaux de ruissellement | Eau de ruissellement du chemin d'accès | Rejet sortie séparateur hydrocarbure | Bassin de décantation avant rejet dans la Lère | | |
| Pompe dans la Lère pour alimenter le site (installation, arrosage des pistes, rampe de rinçage, bac à roue, ...) | Point de prélèvement pour analyse | Réserve incendie + aire d'aspiration pompier | | | |

Annexe 1

Annexe 5 : Plan d'implantation de l'UMFE et zones d'effets pyrotechnique



Zone d'effets pyrotechniques (source TITANOBEL)